



Commission mixte à Belgrade

La Suisse entretient depuis longtemps des relations amicales avec la Serbie. Les discussions traditionnelles entre des représentants du gouvernement et de l'économie des deux pays se sont tenues le 14 mai. La rencontre avait notamment pour objectif de discuter des possibilités en matière de promotion du commerce et d'investissement des deux pays et d'intensifier les relations économiques.

Les problèmes et défis que les entreprises suisses rencontrent en Serbie ont également été évoqués. Au terme de la rencontre présidée par la Chambre de commerce Suisse-Europe centrale et le SECO s'est tenu un forum des investisseurs qui a permis aux entrepreneurs suisses et serbes de dialoguer.

Serbie : des problèmes à court terme, un grand potentiel à long terme

En prévision de la rencontre, economie suisse avait réalisé une enquête auprès de ses membres. De nombreuses entreprises estiment que la Serbie possède un potentiel élevé à moyen voire à long termes. L'évolution dynamique des relations économiques devrait donc se poursuivre ces dix à quinze prochaines années. À court terme, les attentes des entreprises sont relativement modestes. Comme de nombreux autres pays, la Serbie est fortement affectée par la multitude de problèmes que connaît l'Europe.

Les problèmes économiques actuels transparaissent aussi dans les indicateurs économiques. D'après de premières estimations, la croissance économique de la Serbie était de -1,8 % en 2012. Son taux d'inflation avoisine les 12 % et son taux de chômage atteint 25 %. L'an dernier, les exportations suisses destinées à la Serbie ont reculé de 7 %. C'est la quatrième année consécutive qu'elles accusent un repli. L'ensemble des échanges entre les deux pays ont néanmoins progressé de 6

% (à 231 millions de francs), ce qui s'explique par l'augmentation des exportations serbes vers la Suisse.

La Serbie fait toujours face à des défis immenses. À l'heure actuelle, ce pays connaît d'importants problèmes structurels. La tâche est aussi ardue dans le domaine politique : la mise en œuvre et l'application adéquates du droit, la suppression d'obstacles réglementaires et l'accroissement de la transparence sont les points les plus importants. La volonté politique de relever les défis au niveau national est là, ce qui est positif.